

Octobre / Novembre 2017

PLAN LOGEMENT : DES DECISIONS HATIVES

Les premières mesures du Gouvernement en matière de logement alertent les collectivités. L'aide personnalisée au logement (APL) sera diminuée de 5 € par mois pour tous. Ces aides sont pourtant garantes d'un accès au logement et favorisent la mixité au sein des villes.

Le Gouvernement s'imagine qu'en baissant l'APL des locataires du parc HLM, obligeant ainsi les bailleurs sociaux à réduire d'autant les loyers, les prix du privé seront ainsi tirés vers le bas. Ce sera transparent pour les locataires. Pour les bailleurs, ces pertes sèches induiraient un choc financier et de fait des difficultés pour entretenir le parc social dans de bonnes conditions mais aussi pour développer des projets de construction. Les effets pervers de ce fébrile projet de loi sont nombreux.

Il en est de même pour la refonte de la fiscalité qui permettrait de supprimer la taxe d'habitation pour les particuliers en fonction des ressources. Où est la réflexion sur le bien commun dans ces conditions. Les exigences de service public restent les mêmes. Comment s'assurer un maintien du service public si la perte de la taxe d'habitation n'était pas garantie ? Beaucoup de questions restent en suspens dans ces annonces hâtives.

Groupe des élus socialistes
N. Revidon, B. Lotti, M-M. Phojo,
F. Parrinello, C. Celestin,
T. Chergou, F. Guglielmi,
A. Galion, M. Wiart
ps.romainville@gmail.com